Revue COSSI

N° 12 | 2023
Stratégies de gestion de l'information durable : la question des territoires

Quels prérequis pour engager un territoire dans une stratégie de sensibilisation à la réduction à la source de ses déchets ? Le cas de la Touraine.

Mathis NAVARD *Doctorant*
ISI
CEREGE
University of Poitiers

Édition électronique :
URL :
https://revue-cossi.numerev.com/articles/revue-12/102-quels-prerequis-pour-engager-un-territoire-dans-une-strategie-de-sensibilisation-a-la-reduction-a-la-source-de-ses-dechets-le-cas-de-la-touraine
DOI : numerev_2773
Date de publication : 13/11/2023

Cette publication est sous licence **CC BY-NC-ND** (Attribution - No commercial - No derivatives).

Pour **citer cette publication** : NAVARD, M. (2023) Quels prérequis pour engager un territoire dans une stratégie de sensibilisation à la réduction à la source de ses déchets ? Le cas de la Touraine.. *Revue COSSI*, (12). https://doi.org/10.34745/numerev_2773

Si le meilleur déchet est celui que l'on ne produit pas, la production moyenne par habitant en France demeure élevée. Face à la diminution des solutions de traitement, certains territoires font aujourd'hui face à un « mur de déchets ». C'est le cas du département d'Indre-et-Loire où nous réalisations une étude de terrain auprès de décideurs locaux et des citoyens en nous appuyant sur un système d'information territorial existant, celui d'un syndicat mixte dédié à la prévention. Nous identifions ainsi les prérequis nécessaires à l'établissement d'une stratégie de communication environnementale permettant d'engager pleinement une sensibilisation à la réduction à la source de nos restes.

Mots-clés : communication environnementale, sensibilisation, déchet, prévention, développement territorial.

If the best waste is the one we do not produce, the average production per inhabitant in France remains high. Faced with the reduction of treatment solutions, some territories are now facing a "wall of waste". This is the case in the department of Indre-et-Loire, where we are conducting a field study with local decision-makers and citizens based on an existing territorial information system, a mixed association dedicated to prevention. In this way, we identified the prerequisites for establishing an environmental communication strategy that would enable us to fully engage in raising awareness of the need to reduce our waste at source.

Keywords : environmental communication, consciousness raising, waste, prevention, territorial development.

Mots-clés :
Déchet, Prevention, Sensibilisation, Communication environnementale, Développement territorial.

Introduction

La crise climatique à laquelle nous faisons face nous amène à repenser tous nos modes de faire. Cela intervient dans un environnement encore dominé par des pratiques héritées de constructions sociales antérieures qui présentent des externalités écologiques néfastes (Létourneau, 2010). La gestion des déchets en est une illustration intéressante. Si nous faisons fréquemment face à des images de pollutions dans des pays lointains, cela est moins souvent le cas lorsqu'il est question des problématiques

inhérentes à l'hexagone.

En France, les modes de traitement varient grandement d'une région à l'autre. Certains territoires sont aujourd'hui dans une situation critique. Ils voient se profiler à court terme un véritable « mur de déchets » accompagné d'un « tsunami fiscal[1] ». L'Indre-et-Loire, notre terrain de recherche, est en première ligne. Si le ratio de production de déchets par an et par habitant (206 kilos) y est inférieur à la moyenne nationale (248 kilos), il n'en reste pas moins que 126 000 tonnes d'ordures ménagères doivent être prises en charge annuellement par le service public.

Les sites d'élimination actuellement utilisés consistent en deux centres d'enfouissement – au nord et au sud du département – et en un incinérateur situé à proximité de la ville de Chinon. Si aucun investissement n'y est réalisé, ce dernier devra prochainement fermer en raison de sa vétusté. Aucun doute n'existe quant à l'avenir de décharges contrôlées, dont le recours est progressivement interdit par le Code de l'environnement[2]. Leur saturation interviendra au cours de cette décennie[3]. Cette pénurie d'exutoires conduit déjà certains établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à se tourner vers des solutions situées à l'extérieur du département, et ce au prix d'un bilan carbone alourdi.

Malgré une baisse tendancielle régulière – timorée par la croissance démographique du département – le sort de 110 000 tonnes d'ordures ménagères à traiter annuellement reste incertain. Outre la création d'un ou de plusieurs nouveaux équipements, la réduction à la source des déchets s'impose comme un impératif afin d'apporter une réponse concrète à cette situation.

C'est dans ce contexte qu'intervient le syndicat mixte Touraine Propre. Créé en 2002, il a notamment pour mission de piloter les études devant définir une stratégie de gestion des déchets. Il est présent dans la quasi-totalité du département d'Indre-et-Loire, auprès de 594 612 habitants répartis dans 247 communes différentes. 50 élus les représentent.

Véritable territoire informationnel, sa compétence « prévention » lui permet de déployer des campagnes de sensibilisation multicanales à destination des citoyens via de nombreux supports (plaquettes, site internet, animations scolaires, événements…). En outre, Touraine Propre propose un soutien financier et en ingénierie aux responsables politiques, universitaires et associatifs. Nous y réalisons une recherche-action dans le cadre d'un doctorat bénéficiant d'une convention industrielle de formation par la recherche (CIFRE). Initiée en 2020, elle part du postulat que les dispositifs de sensibilisation employés jusqu'à présent ont atteint leurs limites puisqu'ils n'ont pas suffisamment eux d'effets sur la diminution des gisements.

Nous souhaitons aujourd'hui aller plus loin en cherchant à identifier quels sont les prérequis pour qu'un territoire s'engage dans une stratégie de sensibilisation à la réduction à la source de ses déchets. Afin d'y répondre, nous formulons l'hypothèse

qu'un système d'information territorial efficient permet d'accroître le niveau de connaissance de la population à ces enjeux et, *in fine*, son degré de sensibilisation. Il serait ainsi en mesure d'accompagner le développement de nouvelles normes et ainsi « renforcer le processus de transformation de la société » (Mallowan et Marcon, 2019). Après une revue de la littérature dédiée à la problématique de la sensibilisation en matière de prévention des déchets et qui donnera lieu à la formulation de deux propositions de recherche, nous exposerons notre démarche méthodologique avant de présenter nos résultats et de les discuter.

1. Revue de littérature : la sensibilisation au service de la réduction à la source des déchets

La communication environnementale est une discipline récente dont les contours nécessitent encore d'être précisément définis. Sa dimension écosystémique en fait un élément clé dans le déploiement de stratégies de sensibilisation. C'est ce que nous verrons dans un premier temps. La littérature étudiée dans la deuxième partie nous montrera que cela est particulièrement vrai lorsqu'il est question de gestion et de réduction des déchets. Nous conclurons avec la formulation de nos deux propositions de recherche.

1.1. La communication environnementale comme vecteur de sensibilisation

L'entrée à la fin des années 1960 dans ce que nous pourrions qualifier « d'ère des grandes catastrophes environnementales » (Boy, 2009) s'accompagne des prémices d'une réflexion portant sur le rôle exercé par les toutes jeunes sciences de l'information et de la communication (SIC) dans les enjeux d'ordre écologique. Une sémantique dédiée commence à émerger. Le terme « d'écodéveloppement » est introduit pour la première fois (Sachs, 1980) dans le célèbre rapport « *The Limits to Growth* » (Behrens III *et al.*, 1972).

Si certains auteurs commencent à s'intéresser à la valeur des informations environnementales (Althoff *et al.*, 1973), d'autres préfèrent étudier l'émergence progressive du « développement durable » qui est introduit dès 1980 (Chetouani, 2014). Cox (1982) sera l'un des premiers à l'analyser. En introduisant la notion d'irréparabilité, ce pionnier est aujourd'hui considéré comme l'un des fondateurs de la discipline (Catellani *et al.*, 2019). Il faudra cependant attendre 1987 et la publication du rapport Bundtland pour que cette nouvelle forme de développement connaisse une diffusion exponentielle et s'institutionnalise. Dès lors, les chercheurs français s'en emparent (Libaert et Cathelat, 1992 ; Ogrizek, 1993).

Dans un premier temps, la thématique environnementale est majoritairement utilisée

dans des stratégies de communication qualifiées de « boucliers » (Catellani *et al.*, 2019), notamment pour s'opposer au recours aux organismes génétiquement modifiés et à l'énergie nucléaire. Très vite, le développement durable se retrouve être contesté. « Mythe rationnalisateur » (Porcedda, 2019), « étiquette marketing » (Saffache et Moutamalle, 2006) … Les qualificatifs peu flatteurs se multiplient à son égard. Cela intervient à une période où les SIC elles-mêmes rencontrent des difficultés à s'approprier pleinement les questionnements soulevés par la durabilité. Elles sont accusées de créer de faux-besoins (Poivre-Le Lohé et Libaert, 2014) – via la publicité par exemple - dans un contexte semblant s'orienter vers davantage de frugalité.

Les nombreux cas d'écoblanchiment – ou *greenwashing* – semblent avoir également fait beaucoup de mal à la discipline. Si ce décalage entre les paroles et les actes (Almeida *et al.*, 2018) a connu son apogée au tournant des années 2010, il se poursuit encore de nos jours sous des formes renouvelées (Franta, 2021). Une nouvelle sémantique émerge alors. On parle désormais de politique de la « transition » (Cirelli et Maccaglia, 2021) dans un environnement marqué par la multiplication des déclarations « d'urgence climatique » par des acteurs institutionnels, sans que cela induise pour autant des transformations substantielles (Jouayed et Guittard, 2020).

Fortes d'un caractère écosystémique qui va au-delà des sphères de l'information et de la communication (Mallowan et Marcon, 2019), les SIC ne sont pourtant pas dénuées de responsabilités. Elles disposent d'une réelle capacité d'influer sur les prises de conscience individuelles (Martin, 2020). L'éducation au développement durable et l'emploi de stratégies de sensibilisation –considérées par certains auteurs comme des spécificités françaises (Catellani *et al.*, 2019) – constituent une illustration intéressante. Elles mobilisent bon nombre de nos émotions (Hung et Bayrak, 2020) sans pour autant faire l'objet d'un consensus scientifique clair (Reser et Bradley, 2017). Alors que les appels à la peur sont fréquemment employés dans les campagnes de santé publique (O'Neill et Nicholson-Cole, 2009), ils semblent plus difficiles à mettre en œuvre lorsqu'il convient d'aborder le dérèglement climatique à une époque marquée par une écoanxiété croissante (Galway *et al.*, 2019).

A contrario, les auteurs ne cessent de débattre du rôle occupé par l'espoir. Si selon certains il est susceptible de motiver (Sjöber, 2007), pour d'autres il générerait un désengagement de l'individu (Hornsey et Fielding, 2016). Dans le cas du sujet qui nous intéresse ici, Meneses (2010) nous a prouvé que les comportements prompts au recyclage des déchets seraient davantage effectués lorsqu'ils sont présentés dans un cadrage positif où le citoyen a le sentiment d'agir correctement (Markowitz *et al.*, 2012).

1.2. Réduire ses déchets en dépassant l'idéaltype du citoyen écoresponsable

La progression de la sensibilisation du grand public à ces enjeux a pour premier effet d'entraîner une normalisation des comportements. Le renforcement du rôle des

pouvoirs publics dans la gestion des déchets et la promotion du « bon geste » ont participé à la construction de la figure d'un citoyen « écoresponsable » (Rumpala, 2009). Toutes les campagnes diffusées sur le territoire de Touraine Propre au cours de ces deux dernières décennies nous le prouvent. Passé ce premier constat, nous observons que ces évolutions n'induisent pas pour autant des évolutions en profondeur de nos sociétés. La transformation de l'écocitoyen en un idéaltype ne semble plus suffisante (Bulkeley et Gregson, 2009) puisque la pratique de certains écogestes – tels que le recyclage – tend à stagner, voire à baisser (Martin, 2020).

Dans certains cas, l'existence d'effets pervers est constatée. Hong (1999) nous a notamment prouvé que l'efficacité de la récompense sur le tri nuisait à la réduction à la source. La littérature francophone à ce sujet est beaucoup plus récente. Cirelli et Maccaglia (2021) notent que les déchets sont devenus un intérêt majeur pour les sciences sociales depuis seulement une quinzaine d'années. Avant cette période, uniquement quelques travaux pionniers autour des dimensions économiques, sociales et spatiales du sujet (Gouhier, 1972) sont à relever.

En plus d'être une source de pollutions majeures, le déchet est devenu l'un des symboles de nos sociétés contemporaines. Il s'agit pleinement d'une invention de la modernité. « Pour la première fois de l'histoire humaine, la mise au rebut fut séparée de la production, de la consommation et de l'usage », relève Monsaingeon (2017). Cette dynamique initiée dès la révolution industrielle s'est emballée à partir de la seconde moitié du XXe siècle. Concomitamment, nous avons assisté à l'essor d'une consommation de masse qui s'est traduite par une hausse massive de la production de déchets (Packard, 2011).

Depuis quelques années, nous cherchons à nous affranchir du « fabriquer, utiliser et jeter » (Ezvan, 2020) pour nous engager dans la mise en circularité de nos économies. Cela consiste à revoir notre relation avec ce qui constitue une ressource potentielle. Contrairement à ce qu'affirme Reno (2014) qui le considère comme un substrat générique, le déchet est loin de constituer une masse indifférenciée. Il peut faire l'objet de multiples valorisations. Granjou *et al.* (2020) vont plus loin en nous invitant à réfléchir à son statut dans le cadre du compostage. La pourriture devient ainsi une alliée alors que nous luttons souvent contre elle à juste titre (Lorimer, 2016). En d'autres termes, il s'agirait de développer une « collaboration entre des êtres variés et humains » (Tironi, 2020) afin d'actionner l'un des leviers majeurs de la réduction à la source, celui du traitement des biodéchets.

1.3. Propositions de recherche

Cet article s'appuie sur deux propositions de recherche formulées à partir de la littérature étudiée ci-dessus et des observations réalisées sur notre terrain. Elles cherchent à répondre à la problématique suivante : quels sont les prérequis nécessaires pour engager un territoire dans une stratégie de sensibilisation à la réduction à la

source de ses déchets ? Ils font directement écho au « soubassement comportemental engageant » développé par Bernard et Joule (2004) qui doivent constituer le point de départ de toute action de prévention.

Dans un contexte marqué par une forte progression des préoccupations environnementales (David et Lambotte, 2012) qui s'apparente parfois à une forme de « schizophrénie écologique » (Branche, 2012), nous partons du postulat que :

- à Les acteurs locaux de l'écosystème du déchet se sont engagés dans une stratégie de sensibilisation à la réduction à la source, mais elle demeure perfectible ;

- à Les citoyens intéressés par le sujet disposent d'un bon niveau de connaissance concernant la problématique de gestion des déchets à laquelle leur territoire est confronté.

2. Méthode

Notre terrain s'inscrit pleinement dans ce que Bernard (2016) considère comme étant un nouveau « territoire de compétences ». Ce dispositif facilitateur invite à tisser davantage de liens entre les différentes formes de recherche. Touraine Propre centralise ainsi une expertise technique et une connaissance d'usage de la gestion et de la prévention des déchets en Indre-et-Loire. En étant financé par la taxe d'ordure ménagère payée par chaque ménage de ses EPCI membres, son fonctionnement encourage la mutualisation des savoirs et la coopération entre les acteurs locaux. Si les statuts du syndicat le prévoient pour les décideurs politiques et leurs services en organisant régulièrement des échanges, les différents dispositifs de soutien mis en œuvre (appels à projets, partenariats…) pour les porteurs de projets – le plus souvent issus du milieu associatif et académique – viennent renforcer cette approche globale.

Afin de tester notre première proposition de recherche, nous sommes allés à la rencontre des membres de l'écosystème du déchet en Indre-et-Loire en menant individuellement 35 entretiens semi-directifs auprès d'un panel d'experts qualifiés. Ils se sont tenus entre mars et juillet 2022. La grille d'entretien (tableau n°1) a été élaborée à partir de l'état de l'art exposé précédemment. Son contenu s'intéresse prioritairement à l'exposition de l'interrogé aux campagnes de prévention, à la lecture qu'il fait des stratégies en cours et aux éventuels ingrédients qu'il considérerait comme incontournables afin de sensibiliser plus efficacement les citoyens.

Tableau n°1 : grille d'entretien

Thème	Points précis à aborder	Relance
Intérêt de l'interrogé(e) pour le sujet	Comment en êtes-vous venus à vous intéresser à la gestion et à la prévention des déchets et quelle lecture faites-vous de la situation actuelle ?	
Fréquence d'exposition à des campagnes de sensibilisation	Êtes-vous régulièrement confronté à des campagnes de sensibilisation encourageant à la réduction à la source des déchets ?	Si oui, pouvez-vous m'en dire plus sur la fréquence ?
Accroître la sensibilisation des citoyens	D'après vous, quels seraient les ingrédients d'une campagne réussie ?	Pouvez-vous me citer des exemples ?

Nous avons veilléÌ aÌ adopter un positionnement aÌ la fois compréhensif et inductif. Nous privilégions la description des processus évoqués plutôt que l'explication des causes tout en en acquérant une compréhension progressive (Imbert, 2010). Chacun de ces échanges a été enregistré avec le consentement du participant. La captation de

l’audio s'est accompagnée d’une prise de notes active afin de faciliter la mémorisation des points clés (Combessie, 2007). Nous nous sommes ensuite attaché aÌ réaliser une restitution exacte, comprenant les interjections, les rires, les silences et les hésitations afin d’être le plus fidèle possible aÌ la discussion originale. Selon leur profil (annexe n°1), le domaine de compétence de chacun des interviewés a été classé à partir des quatre catégories suivantes : associatif, politique, universitaire et technique.

Nous avons mobilisé la méthode Alceste afin de procéder à l’analyse qualitative de ces discours. Comme le rappelle Marpsat (2010), elle cherche à rendre compte de leur organisation interne. Elle s’appuie sur une analyse factorielle des correspondances (AFC) qui caractérise les relations d'attraction ou d'éloignement qu'entretiennent entre elles les formes et les classes (Bart, 2011). Ce travail a été réalisé à partir du logiciel libre IRaMuTeQ. Il a été complété par une relecture humaine de l’ensemble des *verbatim* produits. Les éléments les plus signifiants ont été synthétisés et mis en forme dans une carte heuristique répartissant sous différentes parties les catégories de notre grille d’entretien. Elle permet de structurer et de visualiser l'information disponible en alliant vision globale et éléments de détail (Huet *et al.*, 2020).

Afin de vérifier notre deuxième proposition de recherche, une méthodologie différente a été employée. Nous souhaitions évaluer le niveau de connaissance des citoyens rencontrés sur les stands de sensibilisation organisés par Touraine Propre. S’agissant souvent d’échanges de courte durée dans un environnement animé, la réalisation d’entretiens ne s’avérait pas être adaptée. En lieu et place, nous avons privilégié la diffusion d’une courte enquête au format papier et numérique qui pouvait être complétée en moins de trois minutes. Outre des questions portant sur les caractéristiques sociodémographiques du volontaire (commune de résidence, type de logement, taille du ménage…), nous leur avons demandé d’estimer en pourcentage la répartition des modes de traitement des ordures ménagères sur leur territoire entre incinération et enfouissement. Le total des réponses devant être de 100%.

L’enquête a été distribuée sur sept stands entre avril et octobre 2022 (tableau n°2) ainsi que lors de l’exposition « Voyage au cœur de nos poubelles » qui s’est tenue à Tours du 13 mai au 16 juillet 2022[4]. Au total, 186 réponses ont été recueillies. L’ensemble de ces données quantitatives a été saisi dans le logiciel Sphinx afin de faire l’objet d’une analyse informatisée. Elle a ensuite été affinée par une étude manuelle des résultats qui a notamment permis de ventiler cette restitution en fonction du profil des répondants. C’est ce que nous allons à présent étudier.

Tableau n°2 : stands de sensibilisation où l’enquête a été distribuée

Date	Nom de l’événement	Commune	Nombre d’enquêtes collectées
16 avril 2022	Salon des vins d’Amboise	Amboise	11
13 mai-16 juillet 2022	Voyage au cœur de nos poubelles	Tours	48

14-15 mai 2022	Fête des fleurs et des abeilles	Fondettes	14
3 juillet 2022	Fête de l'environnement	Semblançay	29
9 juillet 2022	Fête du cochon grillé	Verneuil-sur-Indre	2
1 octobre 2022	Au Tours des Possibles	Tours	46
8 octobre 2022	Fête de l'environnement	Artannes-sur-Indre	16
16 octobre 2022	Place du Climat	Tours	20
TOTAL			**186**

3. Résultats

Les résultats de notre recherche s'articulent en quatre parties. Nous verrons dans un premier temps que les acteurs locaux dressent un constat des plus nuancés des stratégies de sensibilisation actuellement employées sur leur territoire. Nous poursuivrons en cherchant à estimer leur fréquence d'exposition à des campagnes avant d'identifier les axes de réflexion qu'ils considèrent comme pertinents afin d'accroître l'efficacité de leur dispositif d'information et de communication. Enfin, nous terminerons par exposer les résultats de l'enquête menée auprès des citoyens. Nous verrons à quel point leur connaissance du sujet peut réserver des surprises.

3.1. Des stratégies de prévention à affirmer selon les acteurs locaux

Les acteurs locaux faisant partie du système d'information territorial porté par le syndicat Touraine Propre nous offrent une lecture particulièrement critique de la situation actuelle. S'ils s'accordent tous pour reconnaître que les campagnes encourageant au tri sélectif sont fréquentes et ont démontré leur efficacité, ils se montrent beaucoup plus timorés lorsqu'il s'agit d'évoquer celles dédiées à la réduction à la source. « *Ce qui est compliqué, c'est sortir des gestes de tri* », relève un universitaire. L'intensité concurrentielle des publicités incitant à la consommation est telle que d'autres messages trouvent difficilement leur place. Un ancien élu va jusqu'à évoquer une « *intoxication consumériste* » dans un monde où l'on « *surconsomme le plastique* ». Selon un responsable associatif, la collectivité pourrait malgré tout avoir un véritable rôle à jouer en participant « *à ringardiser certains produits* », par définition peu soutenables.

Si l'importance du recyclage n'est pas remise en cause pas les participants, ils sont plusieurs à redouter un éventuel effet boomerang. Le fondateur d'une association pense qu'il permet de « *se donner bonne conscience* », sans pour autant chercher à s'engager dans une démarche plus ambitieuse. « *On part du principe qu'à partir du moment où tu le mets dans la poubelle jaune, c'est recyclé* », poursuit un sociologue en faisant référence aux taux encore importants des erreurs de tri. Ce biais peut être inculqué dès l'enfance. De nombreux interrogés affirment être avant tout sensibilisés par leur progéniture. « *Ce sont les jeunes qui éduquent leurs parents sur la gestion des*

déchets », constate une présidente d'association. Toutes les animations proposées ne font cependant pas l'unanimité. Les collectes bénévoles sont citées à plusieurs reprises. Une ingénieure se montre acerbe à leur sujet. « *On est les meilleurs parce qu'on a consommé le plus de bouteilles plastiques [...] ça a un côté un peu gênant* », pense-t-elle.

Au-delà du tri, les décideurs rencontrés relèvent des insuffisances. « *Au local, je ne suis pas sûr que l'on en fasse assez [...] et que l'on touche énormément de monde* », pense un élu. Les actions de prévention déjà initiées paraissent elles aussi souffrir d'un manque de visibilité. La distribution – la plus souvent gratuite – de composteurs individuels est fréquemment citée en exemple. « *Ça m'arrive encore de croiser des gens qui n'ont jamais entendu parler « zéro déchet* », poursuit une bénévole engagée dans la valorisation des biodéchets. Des avis qui sont contrebalancés par quelques participants qui se montrent plus optimistes en constatant que le sujet est devenu épidermique. Un responsable politique veut y voir « *une prise de conscience plus grande* » de la part de la population qui fait en sorte que les « *campagnes de sensibilisation font mouche* ».

3.2. Une fréquence d'exposition difficilement évaluable

Lorsqu'ils sont invités à estimer leur exposition à des campagnes de sensibilisation, les experts rencontrés sont nombreux à répondre qu'ils « *n'en voient pas beaucoup* ». Si un universitaire relève « *qu'il y a une communication de plus en plus massive* » concernant la prévention des déchets, la majorité pense que le chemin à parcourir est encore long. « *En tant que collectivités, [...] on sait qu'il y a beaucoup à faire* », reconnait un technicien. A tel point, qu'ils sont nombreux à ne pas être en mesure d'évaluer une fréquence. « *Souvent, ce n'est peut-être pas le bon mot, mais c'est quand même assez fréquent* », explique un élu. Malgré la diversité des réponses, un consensus fragile semble s'esquisser autour de trois à quatre expositions par an.

3.3. Quels axes de réflexion pour mieux sensibiliser ?

Passé ce premier constat, carte blanche a été laissée aux acteurs locaux afin qu'ils puissent faire part de leur recommandation pour améliorer les stratégies de sensibilisation du territoire. Alors que les échanges précédents s'étaient essentiellement intéressés à des campagnes visuelles, ils se concentrent à présent sur la nécessité de favoriser le contact humain qui - selon un technicien - « *reste la meilleure source de communication* ». Cela devrait s'effectuer dans le cadre d'un ciblage précis en rappelant des valeurs qui sont propres à la population identifiée. « *Dans l'habitat collectif, on va faire du porte-à-porte* », préconise un ancien élu. En d'autres termes, « *aller là où l'on ne nous attend pas* », résume une responsable en collectivité. Quitte à être présent dans des lieux inusités. Un directeur souhaiterait par exemple que ces initiatives se multiplient dans les « *temples de la consommation* » que sont les grandes surfaces

commerciales.

Cela ne dispenserait pas les communicants de continuer à investir d'autres supports. « *Je pense que c'est très important d'avoir plusieurs canaux de communication* », expose un enseignant. Le papier conserve la faveur de bon nombre de professionnels interviewés, mais le numérique – notamment via les réseaux sociaux - semble se tailler la part du lion. « *Il faut aller sur TikTok !* », s'exclame la fondatrice d'une association. Quelle que soit la plateforme, des publications courtes seraient à privilégier dans une « *société de l'immédiateté* » où « *les gens ne prennent plus le temps de lire* ».

Si les moyens à mettre en œuvre ne semblent pas faire l'objet de débats auprès de notre panel, le contenu des messages à délivrer divise. La majorité des personnes interrogées souhaiterait voir la sensibilisation mettre davantage l'accent sur l'effort partagé entre tous les acteurs, des citoyens aux entreprises en passant par l'administration. « *Nous avons tous un rôle à jouer* », rappelle un responsable politique. D'autres se montrent plus incisifs. « *Je pense qu'il faut vraiment attaquer les producteurs* », indique un sociologue. « *[En tant que citoyenne], je ne peux pas me sentir aussi responsable qu'un fabricant de plastiques* », poursuit une de ses collègues. Quoi qu'il en soit, tous appellent de leurs vœux à davantage de concret. Sont cités pêle-mêle l'explication des avantages pratiques et économiques pour les habitants ou la mise en abime d'objets réalisés à partir de matières réemployées. « *Il faut mettre plus en scène le quotidien* », affirme un chargé de projet.

La sensibilisation est loin de s'arrêter à l'écosystème du déchet. Tous paraissent avoir en tête d'autres campagnes, notamment celles en lien avec la lutte contre le tabagisme. Des images marquantes sont souvent employées à cette fin. Là encore, cette stratégie ne fait pas l'unanimité. En suggérant « *d'interpeller sans choquer* », une salariée affirme que les visuels sur les paquets de cigarettes « *n'ont rien changé* ». Une universitaire acquiesce et pense qu'il « *ne faut pas choquer pour culpabiliser, car ça peut être contre-productif* ». A rebours de ces opinions, d'autres défendant la nécessité de marquer les esprits. « *Je trouve que celles qui impactent le plus et que tu retiens, c'est celles qui sont hardcore [...] je préfèrerais qu'on nous fasse du trash, histoire que ça rentre un peu dans les consciences* », expose véhément le cofondateur d'une association. Au risque d'une banalisation ? « *Au bout d'un moment, les images-chocs, peut-être qu'on en a marre* », nuance un autre participant.

Une technicienne ayant récemment participé à un atelier « la fresque du climat » précise qu'il faut « *toujours tout remettre dans son contexte* ». Une ingénieure la rejoint sur ce point. « *Il faut faire comprendre, au bout du bout, quel est vraiment le problème du déchet, et le problème du déchet, c'est quand même celui du réchauffement climatique* ». Un constat factuel qui peine à se traduire concrètement. A contrario, un spécialiste des campagnes de sensibilisation conseille de « *ne pas trop parler environnement* », car « *ça ne prend pas* » auprès du grand public. L'une des clés pour y parvenir pourrait potentiellement être l'emploi du second degré. « *On est sur un sujet assez lourd [...] quelque chose d'un peu décalé, un peu humoristique, ça touche* » émet comme hypothèse un directeur.

L'aspect esthétique – peu abordé lors de ces échanges – pourrait également avoir un rôle à jouer. Une chercheuse invite à imaginer des campagnes « *attractives avec un soin apporté aux couleurs* ». Un de ses confrères plaide pour une « *sensibilisation qui affiche le fait qu'il y a un plan de prévention à Tours, que les acteurs sont mobilisés* ». Une proposition inapplicable en l'état puisque ce document n'a jamais été formalisé par les collectivités tourangelles, bien qu'il soit obligatoire depuis le 1er janvier 2012[5]. « *Il ne faut pas qu'une image cache le non-courage politique de prendre des mesures vraiment fortes* », conclut une ingénieure.

3.4. Selon les citoyens, l'incinération plus pratiquée que l'enfouissement

« *Je pense que la façon dont fonctionne le système « déchet » localement n'est pas très connue* ». En faisant ce constat, ce responsable politique entrouvrait la voie aux résultats de l'enquête complétée par 186 citoyens à l'occasion de stands de sensibilisation. Ils étaient invités à estimer la part de chaque solution employée sur leur territoire pour traiter leurs ordures ménagères. Si certains EPCI se sont aujourd'hui intégralement tournés vers l'incinération (SMICTOM d'Amboise et du Chinonais), le recours à l'enfouissement demeure majoritaire à l'échelle du département d'Indre-et-Loire (tableau n°3).

Tableau 3 : réparation des modes de traitement des ordures ménagères résiduelles (OMR) en Indre-et-Loire (2021)

Sites	Typologie	Tonnages apportés	Total	Ventilation
Chanceaux-près-Loches (37)	Enfouissement	13 400 t	93 400 t	70%
Sonzay (37)		80 000 t		
Blois (41)	Incinération	19 700 t	40 050 t	30%
Lasse (49)		4 350 t		
Saint-Benoît-la-Forêt (37)		16 000		

Source : Touraine Propre, 2022

La majorité des réponses recueillie se concentre sur deux intercommunalités : Tours Métropole Val de Loire (98 répondants) et Gâtine Racan (16 répondants). Nous avons donc choisi de nous intéresser exclusivement à ces résultats. De plus, ces territoires ont pour point commun d'enfouir l'intégralité du contenu de la poubelle noire de leurs habitants.

Fait notable, l'estimation réalisée par les citoyens volontaires diffère grandement de la réalité observée sur le terrain. Pour Tours Métropole Val de Loire (tableau n°4), ils pensent en moyenne que 47,6% de leurs déchets sont incinérés alors que ce chiffre est actuellement de 0%. Toujours selon eux, l'enfouissement représenterait 49,4% de la

part totale. Il s'agit pourtant du mode de traitement unique et par conséquent majoritaire de cet EPCI. La somme de certaines réponses n'ayant pas été de 100%, un écart de 3% est observable dans le total.

Tableau n°4 : estimation des citoyens pour Tours Métropole Val de Loire (98 répondants)

Situation actuelle par les répondants

Enfouissement	100%
Incinération	0%
Total	**100%**

Situation projetée

Enfouissement	49,4%
Incinération	47,6%
Total	**97%**

Les données pour les citoyens de la communauté de communes Gâtine Racan sont très proches (tableau n°5). Seule différence, l'enfouissement y est légèrement plus représenté (55%) que pour Tours Métropole Val de Loire, tout en restant largement sous-évalué par rapport aux pratiques actuelles (100%).

Tableau n°5 – estimation des citoyens pour la communauté de communes Gâtine Racan (16 répondants)

Situation actuelle projetée par les répondants

Enfouissement	100%
Incinération	0%
Total	**100%**

Situation

Enfouissement	55%
Incinération	45,7%
Total	**100,7%**

Cette légère différence pourrait s'expliquer par la présence même au sein de ce territoire d'un des deux centres de stockage du département, dans la commune de Sonzay. L'incinération est quant à elle estimée à hauteur de 45,7% alors qu'aucun déchet de ce territoire n'est envoyé à la crémation. Quels enseignements retenir d'une telle différence entre la perception des habitants et la réalité des pratiques ? Nous allons désormais discuter de ces résultats de recherche.

4. Discussion et conclusion

4.1. Discussion des résultats

La réalisation de 35 entretiens semi-directifs auprès d'un panel d'experts variés nous a permis d'appréhender pleinement les relations qui s'exercent au sein de l'écosystème du déchet sur ce territoire. Nous constatons l'existence d'un système d'information territorial efficient qui met déjà en relation des acteurs aux profils variés : techniciens,

politiques, universitaires... Comme l'ont déjà observé Cirelli et Maccaglia (2021), les associations jouent également pleinement leur rôle d'animation de la société locale sous la forme d'une micropolitique de l'engagement. La dynamique initiée il y a une vingtaine d'années autour du recyclage en est sans doute la meilleure illustration. Elle n'est cependant pas suffisante et ses effets pervers – déjà identifiés par Hong (1999) à ses débuts – n'ont jamais été autant d'actualité.

Le dispositif étudié possède donc certaines limites qui ont été mises en exergue par les acteurs locaux rencontrés. Qu'il s'agisse d'un manque de moyens financiers ou de portage politique, la prévention ne semble pas encore disposée de l'ensemble des prérequis pour engager la Touraine dans une stratégie de sensibilisation ambitieuse. Ces freins sont aujourd'hui abondamment documentés par la littérature, bien que cela soit peu appliqué au contexte spécifique de la réduction à la source. La crainte d'un *burn-out* communicationnel (Marcon, 2013) est clairement évoquée lorsque des responsables associatifs reconnaissent que « *trop d'affichage tue l'affichage* » en regrettant « *être noyé dans la communication* ». Comme cela a déjà été le cas auparavant pour d'autres sujets environnementaux (Saffache et Moutamalle, 2006), le risque de banalisation est réel.

Bien qu'ils partagent des objectifs proches, nous remarquons que de vifs débats animent les membres de cet écosystème. Ils font directement écho à ceux observés au sein de la communauté scientifique. Le rôle des émotions dans les campagnes de sensibilisation a été fréquemment abordé. Faut-il coupler les messages délivrés à une logique d'efficacité comme le suggèrent Tannenbaum *et al.* (2015) ? Est-il préférable de recourir à la peur ? Une stratégie déjà massivement employée en politique et en santé publique (O'Neill et Nicholson-Cole, 2009). Aucun consensus net ne semble se dégager et il se pourrait bien qu'aucune solution universelle n'existe. L'adaptation au contexte local paraît être ici préférable.

« *Je pense qu'il n'y a pas assez de campagnes [...] sur le devenir des déchets* ». Les affirmations de certains experts rencontrés viennent corroborer les résultats de l'enquête organisée auprès des citoyens. Avec une sous-estimation du recours à l'enfouissement d'environ 50% par rapport à la réalité et une surévaluation de l'incinération du même ordre, nous ne pouvons que constater une méconnaissance flagrante du devenir de leur poubelle noire par les habitants des deux territoires étudiés. Il s'agit là de l'un des grands enseignements de cette recherche. L'illusion d'une société libérée de ses restes (Monsaingeon, 2017) continue d'être entretenue et est susceptible de nuire à toute velléité de réduction. Le stockage des déchets – comme dans les décharges municipales en leur temps – semble être une pratique dépassée pour les répondants. Il est pourtant encore massivement pratiqué et libère d'importantes quantités de méthane dont le pouvoir de réchauffement est 21 fois supérieur à celui du dioxyde de carbone (Blain et Fries, 2009). Ces estimations viennent accréditer les observations formulées par les professionnels. « *Ce qu'il nous manque, en collectivité, c'est vraiment faire connaître et vulgariser ce qui se passe après la collecte* », expose une technicienne qui rappelle aussi que le secret professionnel des industriels rend la tâche souvent ardue.

4.2. Limites

Cette recherche constitue une première approche d'un sujet qui mérite d'être plus amplement documenté. Elle induit certaines limites. Si un point de saturation empirique a été atteint lors de la réalisation du 35e entretien, il est important de rappeler qu'en situation d'autoévaluation, les individus présentent des niveaux d'attitude pro-environnementaux plus élevés qu'en situation standard (Félonneau et Becker, 2008). Le même constat s'applique à l'enquête réalisée auprès de 186 citoyens. S'agissant d'un échantillon relativement faible, il a pour unique prétention d'être représentatif des habitants venus à la rencontre du syndicat Touraine Propre sur des stands de prévention et ayant accepté d'y répondre. S'agissant d'un public a priori déjà sensibilisé ou tout du moins intéressé par le sujet, nous émettons l'hypothèse qu'une étude plus large étaye et documente encore davantage la méconnaissance des citoyens envers les solutions de traitement de leur territoire. Elle devra cependant encore être menée.

4.3. Conclusion

A la lumière de cette analyse, nous sommes en mesure de vérifier nos deux propositions de recherche formulées précédemment. Les acteurs locaux de l'écosystème du déchet sont en effet engagés dans une stratégie de sensibilisation à la réduction à la source, mais elle demeure perfectible de leur propre aveu. Plusieurs axes de réflexion ont été identifiés pour y parvenir. Il n'est pas possible d'en dire autant à propos des citoyens intéressés par le sujet. En effet, ils semblent disposer d'un niveau d'acculturation insuffisant. Ils méconnaissent la répartition des modes de traitement pour leurs ordures ménagères et par conséquent toute la problématique de gestion des déchets à laquelle leur territoire est confronté avec la fin progressive de l'enfouissement et la hausse induite des coûts.

Dans ce contexte, il paraît de plus en plus difficile de continuer à entretenir l'idée que l'écologie passe uniquement par des petits gestes du quotidien (Cirelli et Maccaglia, 2021) à l'instar du recyclage. Montrer les coulisses de l'écosystème du déchet pourrait constituer une piste intéressante afin de renouveler les stratégies de sensibilisation actuelles. Cela permettrait ainsi d'apporter une réponse concrète au manque d'informations dont font l'objet les habitants du territoire tout en déclenchant une prise de conscience susceptible dans les engager davantage dans la réduction de leurs déchets. Une proposition également évoquée par un responsable politique. « *On peut aller à l'excès inverse en montrant ce qui se passerait si ce n'était pas trié, avec des montagnes d'ordures* ». Et une experte de conclure. « *Quelle que soit la solution de traitement, de toute façon, ça va contribuer d'une façon ou d'une autre au réchauffement climatique* ».

Bibliographie

Albarracín, D. (2015). Appealing to fear: A meta-analysis of fear appeal effectiveness and theories. *Psychological Bulletin*, 141(6), 1178â□□1204. https://doi.org/10.1037/a0039729

Almeida, N. d', Libaert, T. & Tremblay, S. (2018). *Deì□veloppement Durable—Une communication qui se deì□marque*. Presses de l'Universiteì□ du Queì□bec.

Althoff, P., Greig, W. H., & Stuckey, F. (1973). Environmental Pollution Control Attitudes of Media Managers in Kansas. *Journalism Quarterly*, 50(4), 666â□□672. https://doi.org/10.1177/107769907305000406

Bart, D. (2011). L'analyse de données textuelles avec le logiciel ALCESTE. *Recherches en didactiques*, 12(2), 173â□□184. https://doi.org/10.3917/rdid.012.0173

Behrens III, W., Meadows, D., Meadows, D. & Randers, J. (1972). *The limits to growth*. Universe Books.

Bernard, F. (2016). Pratiques et territoires de l'écoresponsabilitéâ□¯: Des questions de gouvernance, de culture, de société et de recherche : Le cas de la Méditerranéeâ□¯: matérialiser, symboliser, agir. *Communication et organisation*, 50, 45â□□60. https://doi.org/10.4000/communicationorganisation.5340

Bernard, F., & Joule, R. V. (2004). Lien, sens et actionâ□¯: Vers une communication engageante. *Communication et organisation*, *24*. https://doi.org/10.4000/communicationorganisation.2918

Blain, D., & Fries, G. (2009). Responsabilité environnementale et sociétale des entreprises internationales de traitement et de valorisation des déchets. *Annales des Mines - Responsabilité et environnement*, 54(2), 45â□□51. https://doi.org/10.3917/re.054.0045

Boy, D. (2009). La place de la question environnementale dans le débat public. *Regards croisés sur l'économie*, n° 6(2), 48â□□55.

Branche, S. L. (2012). La schizophrénie écologiqueâ□¯: Le cas des déplacements quotidiens à Lyon. *VertigO - la revue électronique en sciences de l'environnement*, Hors-série 11. https://doi.org/10.4000/vertigo.11754

Bulkeley, H., & Gregson, N. (2009). Crossing the Thresholdâ□¯: Municipal Waste Policy and Household Waste Generation. *Environment and Planning A*, 41, 929â□□945. https://doi.org/10.1068/a40261

Catellani, A., Pascual Espuny, C., Malibabo Lavu, P., & Jalenques Vigouroux, B. (2019). Les recherches en communication environnementaleâ□¯: État des lieux. *Communication*, Vol. 36/2. https://doi.org/10.4000/communication.10559

Chetouani, L. (2014). *Chapitre 1. Conceptualisation de la notion de «â¯développement durableâ¯» en EDDâ¯: Une affaire de vocabulaire*. De Boeck Supérieur. http://www.cairn.info/education-au-developpement-durable--9782804188535-page-33.htm

Cirelli, C., & Maccaglia, F. (2021). Penser le politique par les déchets. *Géocarrefour*, 95(95), Art. 95. http://journals.openedition.org/geocarrefour/16866

Combessie, J.-C. (2007). *II. L'entretien semi-directif : Vol. 5e éd.* (p. 24â□□32). La Découverte. https://www.cairn.info/la-methode-en-sociologie--9782707152411-p-24.htm

Cox, J. R. (1982). The die is castâ¯: Topical and ontological dimensions of the locus of the irreparable. *Quarterly Journal of Speech*, 68(3), 227â□□239. https://doi.org/10.1080/00335638209383609

David, M., & Lambotte, F. (2012). La communication verteâ¯: Stratagème ou stratégie authentique de communication marketingâ¯? Une méta-méthode d'évaluation des stratégies. *Recherches en Communication, 35*. https://doi.org/10.14428/rec.v35i35.51473

Ezvan, C. (2020). Promesses et défis de l'économie circulaire. *Etudes*, 4, 41â□□51.

Félonneau, M.-L., & Becker, M. (2008). Pro-environmental attitudes and behavior: Revealing perceived social desirability. *Revue internationale de psychologie sociale*, 21(4), 25â□□53.

Franta, B. (2021). Weaponizing economics: Big Oil, economic consultants, and climate policy delay. *Environmental Politics*, 0(0), 1â□□21. https://doi.org/10.1080/09644016.2021.1947636

Galway, L. P., Beery, T., Jones-Casey, K., & Tasala, K. (2019). Mapping the Solastalgia Literature: A Scoping Review Study. *International Journal of Environmental Research and Public Health*, 16(15), Art. 15. https://doi.org/10.3390/ijerph16152662

Gouhier, J. (1972). *Eléments pour une géographie des déchets* [Thèse de Doctorat en géographie, Université de Caen]. SIDE. https://side.developpement-durable.gouv.fr/CENT/doc/SYRACUSE/57093/elements-pour-une-geographie-des-dechets

Granjou, C., Kearnes, M., Krzywozynska, A. & Tironi, M. (eds), *Thinking with Soils- Social theory and Material Politics*. Bloomsbury.

Granjou, C., Higgin, M., & Mounet, C. (2020). Le compostage, entre réduction des déchets et domestication du pourrissement. *Revue d'anthropologie des connaissances*, 14(4). https://doi.org/10.4000/rac.11873

Hong, S. (1999). The effects of unit pricing system upon household solid waste

managementâ¯: The Korean experience. *Journal of Environmental Management*, 57(1), 1â□□10. https://doi.org/10.1006/jema.1999.0286

Hornsey, M. J., & Fielding. (2016). A cautionary note about messages of hopeâ¯: Focusing on progress in reducing carbon emissions weakens mitigation motivation. *Global Environmental Change*, 9.

Huet, C., Rohou, G., & Thomas, L. (2020). Outil 2. Le mindmapping (ou carte heuristique). In *La boîte à outils du Bien-être au travail* : Vol. 2e éd. (p. 14â□□15). Dunod. https://www.cairn.info/la-boite-a-outils-du-bien-etre-au-travail-2e-ed--9782100805914-p-14.htm

Hung, L.-S., & Bayrak, M. M. (2020). Comparing the effects of climate change labelling on reactions of the Taiwanese public. *Nature Communications*, 11(1), 6052. https://doi.org/10.1038/s41467-020-19979-0

Imbert, G. (2010). L'entretien semi-directifâ¯: À la frontière de la santé publique et de l'anthropologie. *Recherche en soins infirmiers*, 102(3), 23â□□34. https://doi.org/10.3917/rsi.102.0023

Jouayed, C., & Guittard, J. (2020). Les déclarations d'urgence climatique. *EcoRev'*, N° 48(1), 175â□□183.

Létourneau, A. (2010). Pour une éthique de l'environnement inspirée par le pragmatismeâ¯: L'exemple du développement durable. *[VertigO] La revue électronique en sciences de l'environnement*, *10*(1).

Libaert, T., & Cathelat, B. (1992). *La Communication verteâ¯: L'Ecologie au service de l'entreprise*. Liaisons.

Lorimer, J. (2016). Rot. *Environmental Humanities*, 8(2), 235â□□239. https://doi.org/10.1215/22011919-3664333

Mallowan, M., & Marcon, C. (2019). *Information et communication durablesâ¯: Utopies, discours et pratiques*. Hermes Science Publishing Ltd.

Marcon, C. (2013). Pratiques communicationnelles durablesâ¯: Interrogation sur la transposabilité d'un concept. *Revue de l'Université de Moncton*, 44(1), 5â□□19. https://doi.org/10.7202/1029300ar

Markowitz, E. M., & Shariff, A. F. (2012). Climate change and moral judgement. *Nature Climate Change*, 2(4), 243â□□247. https://doi.org/10.1038/nclimate1378

Marpsat, M. (2010). La méthode Alceste. *Sociologie*, N°1, vol. 1, Art. N°1, vol. 1. http://journals.openedition.org/sociologie/312

Martin, S. (2020). L'opinion publique sur le climat en France. *Futuribles*, N° 435(2), 35â□□55.

Meneses, G. D. (2010). Refuting fear in heuristics and in recycling promotion. *Journal of Business Research*, 63(2), 104â□□110. https://doi.org/10.1016/j.jbusres.2009.02.002

Monsaingeon, B. (2017). *Homo detritus*. Le Seuil.

Ogrizek, M. (1993). *Environnement et communication*. Editions Apogée.

O'Neill, S., & Nicholson-Cole, S. (2009). "Fear Won't Do It"â□¯: Promoting Positive Engagement With Climate Change Through Visual and Iconic Representations. *Science Communication*, 30(3), 355â□□379. https://doi.org/10.1177/1075547008329201

Packard, V. (2011). *The Waste Makers*. Ig Publishing.

Poivre-Le Lohé, Y. P.-L., & Libaert, T. (2014). *De la publicité à la communication responsable* (1re édition). Charles Leopold Mayer.

Porcedda, A. (2009). *Musées et développement durableâ□¯: Les Muséums nature de Montréal*. Editions L'Harmattan.

Reno, J. O. (2014). Toward a New Theory of Waste: From 'Matter out of Place' to Signs of Life. *Theory, Culture & Society*, 31(6), 3â□□27. https://doi.org/10.1177/0263276413500999

Reser, J. P., & Bradley, G. L. (2017, septembre 26). Fear Appeals in Climate Change Communication. *Oxford Research Encyclopedia of Climate Science*. https://doi.org/10.1093/acrefore/9780190228620.013.386

Rumpala, Y. (2009). La «â□¯consommation durableâ□¯» comme nouvelle phase d'une gouvernementalisation de la consommation. *Revue française de science politique*, 59(5), 967â□□996. https://doi.org/10.3917/rfsp.595.0967

Sachs, I. (1980). Introduction. *Développement et Civilisations*, 11â□□14.

Saffache, P., & Moutamalle, L. (2006). Le développement durableâ□¯: Entre espoirs et illusions. *Études caribéennes*, 4. https://doi.org/10.4000/etudescaribeennes.803

Sjöberg, L. (2007). Emotions and Risk Perception. *Risk Management*, 9(4), 223â□□237.

Tannenbaum, M. B., Hepler, J., Zimmerman, R. S., Saul, L., Jacobs, S., Wilson, K., &

Tironi, M. (2020). Soil refusal: thinking earthly matters as radical alterity, In Salazar, J.,

Annexe n°1 : présentation des acteurs locaux interrogés

Prénom - nom	**Postes occupés**	**Domaine de compétence**
Antoine TRYSTRAM	**Touraine Propre :** 1er Vice-président **Communauté de communes de Gâtine Racan :** Président **Ville de Semblançay :** maire	Politique
Audrey THOMAS	**Les Vers de Tours :** cofondatrice et trésorière	Associatif
Bénédicte FLORIN	**Université de Tours :** maître de conférences géographie physique, humaine, économique et régionale (laboratoire CITERES)	Universitaire
Benoist PIERRE	**Touraine Propre :** Président **Tours Métropole Val de Loire :** Vice-président délégué aux déchets	Politique
Catherine GAULTIER	Touraine Propre : secrétaire adjointe Tours Métropole Val de Loire : membre du bureau	Politique
Claudia CIRELLI	**Université de Tours :** ingénieur de recherche sous contrat (laboratoire CITERES)	Universitaire
Corinne BIVER	**Préfecture d'Indre-et-Loire :** experte de haut niveau auprès de la préfète chargée de la mise en œuvre d'une stratégie locale de gestion et de valorisation des déchets	Technique
David VIOLLEAU	**Université de Tours :** génie biologique (IUT) **Zéro Déchet Touraine :** Vice-président	Universitaire Associatif
Divya LEDUCQ	**Université de Tours :** maître de conférences en développement urbain durable (laboratoire CITERES)	Universitaire
Elodie BOURGEOIS	**Communauté de communes Touraine-Est Vallées :** responsable du service déchets ménagers	Technique
Francis GERARD	**Touraine Propre :** secrétaire **Ville de Joué-lès-Tours :** conseiller d'opposition	Politique
François LALOT	**Touraine Propre :** 7e Vice-président **Communauté de communes Touraine-Est Vallées :** Vice-président délégué à la vie culturelle et sportive **Ville de Chançay :** maire	Politique
Gaël CANEVET	**Tours Métropole Val de Loire :** direction déchets et propreté	Technique
Guillaume PEPIN	**PAPREC :** directeur du territoire centre	Technique
Hugo MESLARD-HAYOT	**Zéro Déchet Touraine :** maître-composteur **Les Déchéticiens :** fondateur	Associatif
Ingrid LAUBIER-GUILLAUME	Tours Métropole Val de Loire : manager territoire-entreprises	Technique
Isabelle AROCHE-KEMPF	**Touraine Propre :** responsable administrative et financière	Technique
Jean-Louis BRASERO	**Tours Métropole Val de Loire :** chargé de communication au service déchets et propreté	Technique
Jean-Luc GALLIOT	**Touraine Propre :** ancien Président (2002-2020) **Tours Métropole Val de Loire :** ancien Vice-président délégué aux déchets (2000-2020) **Ville de Notre-Dame-d'Oé :** ancien maire (1989-2020)	Politique
Jonathan TESSIER	**Communauté de communes Gatine Racan :** responsable service environnement	Technique
Julien MACOU	**L'Asso (festival Terres du Son) :** chargé de relations entreprises, du développement durable et de la démarche RSO	Associatif

Marie BRUGIER	**L'Armoire sans Fin :** Présidente	Associatif
Marie-Laure MALTERRE	**Tours Métropole Val de Loire :** responsable du service tri, traitement déchets et communication	Technique
Martin COHEN	**Touraine Propre :** 5e Vice-président et ancien Président (2020-2021) **Ville de Tours :** adjoint délégué à la transition écologique et énergétique	Politique
Nicolas GOMES	**Precious Plastic Touraine Val de Loire :** porteur de projet **RegenBox :** directeur	Associatif
Pauline RUBY	**L'Asso (festival Terres du Son) :** coordinatrice	Associatif
Pascal GARRET	**Indépendant :** sociologue et architecte DPLG	Technique
Patrice MELE	**Université de Tours :** responsable de la mention Géographie, aménagement, environnement, développement (laboratoire CITERES)	Universitaire
Patricia SUARD	**Touraine Propre :** 2e Vice-présidente **Tours Métropole Val de Loire :** Vice-présidente déléguée aux politiques alimentaires **Ville de Saint-Genouph :** maire	Politique
Philippe MASSARD	**Touraine Propre :** 8e Vice-président **SMICTOM du Chinonais :** Président	Politique
Pierre BROSCREDON	**Veloop :** Président et cofondateur	Associatif
Sébastien MOREAU	**Université de Tours :** maître de conférences biologie animale et de génétique (laboratoire CITERES) **Zéro Déchet Touraine :** secrétaire adjoint et ancien Président (2017-2022)	Associatif
Sophie ROBIN	**La Charpentière :** Directrice	Associatif
Stéphanie LEFIEF	**Active :** Directrice	Associatif
Vita EVENAT	**Convention Citoyenne pour le Climat :** membre du groupe de travail "produire et travailler"	Technique

---

[1] Denis, P. (2021). Ordures ménagères en Touraine : chronique d'un "tsunami fiscal" annoncé. *La Nouvelle République*. Consulté le 21 octobre 2022, à l'adresse https://www.lanouvellerepublique.fr/tours/ordures-menageres-en-touraine-chronique-d-un-tsunami-fiscal-annonce

[2] Légifrance (2022). *Article L541-1 - Code de l'environnement*. Consulté le 21 octobre 2022, à l'adresse https://www.legifrance.gouv.fr/codes/article_lc/LEGIARTI000043974936/

[3] Collet, O. (2022). La Touraine pourrait – enfin – résoudre son gros problème de déchets. *37°*. Consulté le 21 octobre 2022, à l'adresse https://www.37degres-mag.fr/politique/la-touraine-pourrait-enfin-resoudre-son-gros-probleme-de-dechets/

[4] Voyage au cœur de nos poubelles (2022). *Voyage au cœur de nos poubelles – Tours – Jardin Botanique – du 13 mai au 16 juillet 2022*. Consulté le 2 novembre 2022, à l'adresse http://voyage-au-coeur-de-nos-poubelles.org/

[5]
___ Légifrance (2022). *Article L541-15-1 - Code de l'environnement*. Consulté le 28 octobre 2022, à l'adresse https://www.legifrance.gouv.fr/codes/article_lc/LEGIARTI000022496455